

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1986/41/Add.1  
27 janvier 1986

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-deuxième session  
3 février - 14 mars 1986  
Point 19 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES  
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES SUR SA  
TRENTE-HUITIEME SESSION

Rapport sur les procédures d'élection établi par  
le Secrétaire général conformément à la résolution 1985/28  
de la Commission

Additif

Annexe I

REPONSES D'ETATS MEMBRES (suite)

	<u>Page</u>
Israël .....	2
Pays-Bas .....	3

Israël

[23 janvier 1986]

[Original : anglais]

Le Gouvernement israélien estime que malgré les résultats positifs obtenus et la contribution faite aux travaux de la Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a manqué ces dernières années à son mandat, tel qu'il est défini aux 6ème, 7ème, 11ème et 13ème alinéas du préambule et aux paragraphes 2 et 4 de la résolution 1985/28, et qu'elle a cessé d'être à bien des égards un organe indépendant et apolitique, distinct de l'instance dont elle dépend, à savoir la Commission des droits de l'homme, dont les membres sont des représentants des gouvernements. En fait, il y a dans une large mesure chevauchement entre les travaux et les résolutions de la Sous-Commission et ceux de la Commission des droits de l'homme, de même qu'entre les critères, les divisions et les interdictions politiques de l'une et de l'autre.

Le Gouvernement israélien propose donc que toutes les mesures possibles soient prises pour assurer intégralement le caractère spécialisé, indépendant et apolitique de la Sous-Commission en :

1. Vérifiant les qualifications, les compétences et l'indépendance des candidats à la Sous-Commission avant les élections;
2. Éliminant la candidature des fonctionnaires et des candidats qui représentent leurs pays dans d'autres organes politiques ou semi-politiques des Nations Unies, et en particulier à la Commission des droits de l'homme;
3. Adoptant la procédure de vote au scrutin secret, si un membre le demande;
4. Limitant la présence des membres à la Sous-Commission à un seul mandat;
5. Prévoyant l'élection de la moitié des membres de la Sous-Commission tous les deux ans afin d'assurer la continuité des travaux, suivant en cela la pratique établie au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Le Gouvernement israélien est convaincu que l'adoption des mesures ci-dessus aidera la Sous-Commission à remédier à ses insuffisances actuelles et à s'acquitter de ses lourdes responsabilités dans l'esprit de son mandat.

Pays-Bas

[14 janvier 1986]

[Original : anglais]

Le Gouvernement néerlandais appuie la recommandation de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités tendant à ce que les experts membres de la Sous-Commission soient élus pour un mandat de quatre ans, les membres étant renouvelé par moitié tous les deux ans. De l'avis des Pays-Bas, cette procédure d'élection assurera une plus grande continuité dans les travaux de la Sous-Commission.